

REPUBLIQUE DU NIGER



Fraternité - Travail - Progrès

=====

MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA SALUBRITE
URBAINE ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE

=====

PROJET DE DECLARATION DU MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA
SALUBRITE URBAINE ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE, MONSIEUR
ADAMOU CHAIFOU,
LORS DE LA VINGTIEME CONFERENCE DES NATIONS UNIES SUR LES
CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Le décembre 2014, LIMA, PEROU

- ✓ Monsieur le Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unies,
- ✓ Monsieur le Président de la vingtième Conférence des Nations Unies sur les Changements Climatiques,
- ✓ Mesdames et Messieurs, Distingués délégués, Distingués invités,

Le 5^{ème} Rapport du Groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat (GIEC) a été adopté quasi unanimement en octobre dernier.

Ce rapport nous apprend que les concentrations des gaz à effet de serre ont augmenté par rapport à l'ère industrielle et à un rythme sans précédent depuis la fin de la 2^{ème} moitié du 20^{ème} siècle et que l'influence de l'homme a été, avec une probabilité extrême (95% de certitude), la cause principale du réchauffement climatique observé dû aux émissions des gaz à effet de serre dans l'atmosphère.

Les preuves scientifiques irréfutables fournies par le GIEC, même aux yeux des climato-sceptiques, soutenues par l'amélioration des observations du climat et des modèles et par une meilleure compréhension du système climatique, nous imposent l'impératif de sauver notre planète.

En effet, d'après le rapport du GIEC, « l'atmosphère et l'océan se sont réchauffés, la couverture de neige et de glace a diminué, le niveau des mers s'est élevé et les concentrations des gaz à effet de serre ont augmenté ».

Les conséquences de ces phénomènes sont désastreuses pour l'humanité avec de nombreuses espèces animales et végétales, qui ont disparu et la survie d'autres est de plus en plus menacée ; les ressources en eau se raréfient ; l'agriculture et les productions alimentaires connaissent des déficits chroniques dans beaucoup de régions ; la propagation des vecteurs de maladies climato sensibles évolue négativement par rapport à ce que nous avons connu ; les migrations internes et internationales, les conflits armés, le terrorisme et les extrémismes de toutes sortes, autant de défis qui ne connaissent pas de frontières, surgissent et s'intensifient.

Chose encore plus préoccupante, le GIEC nous renseigne que dans les court et moyen termes, il est très probable que le nombre de jours chauds et de nuits chaudes augmente ; que les vagues de chaleurs soient plus fréquentes et plus fortes et qu'il est probable que les pluies diminueront dans les régions sèches et que la fréquence et l'intensité des fortes pluies augmentent, notamment dans les hautes latitudes.

Le GIEC nous renseigne aussi que les changements climatiques vont s'exacerber tout le long du 21^{ème} siècle, si nous ne changeons pas de comportement. Car, écrit-t-il, par rapport à l'ère industrielle, pour avoir de bonnes chances de rester sous la barre de 2°C du réchauffement climatique communément appelé « seuil d'emballement climatique ou de basculement irréversible des

écosystèmes », il est nécessaire de maintenir le niveau des concentrations des gaz à effet de serre dans l'atmosphère autour de 450 parties par million d'ici la fin du 21^{ème} siècle.

Particulièrement, cette barre de 2°C constitue un seuil fatidique pour l'Afrique car, comme indiqué dans « Africa Adaptation Gap Report », édité par le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE), ce continent sera confronté à un défi important pour l'adaptation aux changements climatiques, dont les coûts vont augmenter rapidement après 2020 à cause des pertes et dommages de plus en plus importants si le niveau du réchauffement climatique devrait atteindre ce seuil.

Le rapport note que les coûts d'adaptation pour l'Afrique pourraient atteindre environ 350 milliards de dollars par an d'ici 2070, si ce seuil est largement dépassé. Pire, ces coûts ne seront pas que financiers, mais aussi humanitaires et écologiques, de toute façon lourds à supporter par l'Afrique.

Mesdames et Messieurs, Distingués délégués, Distingués invités,

Relever le défi du changement climatique doit donc nous interpeller tous, ce d'autant plus que ses conséquences sont aujourd'hui perceptibles par tous.

Au Niger, mon pays, nul n'a besoin d'être expert pour constater que nous subissons depuis plusieurs années, les effets négatifs des changements climatiques sur notre vie de tous les jours et sur le développement du pays. En effet, plusieurs secteurs de développement dont entre autres les secteurs de l'agriculture, de l'eau, des forêts, de la pêche, de l'habitat, du tourisme, du transport et de la santé sont vulnérables aux chocs climatiques.

Plus particulièrement, le problème se pose avec acuité concernant le secteur de l'agriculture, car plus de 84% de la population vit en milieu rural et près de la moitié du produit intérieur brut provient du secteur agricole. On comprend aisément, toute la portée des impacts des changements climatiques sur l'économie et la sécurité alimentaire et nutritionnelle de notre pays. Pour preuve, il a enregistré, en moyenne, des déficits céréaliers récurrents, une année sur trois ces deux dernières décennies.

Pour palier durablement ce problème de déficit, le Gouvernement du Niger, dans le cadre de la mise en œuvre du programme de renaissance du Niger, **du Président de la République, Son Excellence ISSOUFOU MAHAMADOU**, a conçu et met en œuvre l'initiative « 3N », les Nigériens Nourrissent les Nigériens, véritable révolution verte qui vise à mettre *«durablement les populations nigériennes à l'abri de la faim et de la malnutrition et leur garantir les conditions d'une pleine participation à la production nationale et à l'amélioration de leurs*

revenus».

Malgré les efforts soutenus du Gouvernement et les importants résultats obtenus, le Niger n'est toujours pas à l'abri des crises alimentaires et nutritionnelles.

Mesdames et Messieurs, Distingués délégués, Distingués invités,

C'est pourquoi, en ce moment solennel, où nous sommes au dernier tournant de la route sinueuse nous menant vers la 21^{ème} conférence sur le climat qui se tiendra en fin 2015 à Paris, j'interpelle toutes les parties pour qu'ici à Lima, nous puissions nous entendre sur :

1. l'ossature d'un accord à signer impérativement à la fin de l'année 2015 ; cet accord devrait aller aussi loin que possible pour identifier et réduire les points qui devront faire l'objet de compromis en 2015 ;
2. les types d'informations qui accompagneront les contributions pour faciliter leur bonne compréhension et leur acceptabilité et plus largement la qualité du travail multilatéral de préparation de Paris ;
3. une décision sur le relèvement de l'ambition pré-2020, qui reconnaisse le travail accompli et l'action pour le climat pour aller vers des économies bas-carbone ; et
4. la mobilisation des financements climat qui est essentielle pour

bâtir la confiance Nord-Sud.

En tout état de cause, le Gouvernement du Niger plaide pour un futur accord contraignant, qui respecte scrupuleusement le principe de responsabilités communes mais différenciées, pour tenir compte de nos capacités, de nos spécificités en tant que pays sahélien et de notre niveau de développement. C'est pour cela que, le financement de l'adaptation reste la première des priorités dans les négociations sur le climat car, comme je l'ai dit plus haut, notre pays a une agriculture tributaire des aléas climatiques et cela en dépit de ce qu'elle représente un peu plus de 50% du produit intérieur brut et constitue la principale source de revenus pour plus de 80% de la population.

De notre point de vue, cet accord doit en plus obliger les pays développés, à respecter leurs engagements déjà pris en matière de financements publics et privés et du transfert de technologies pour aider les pays, en voie de développement et les moins avancés à faire face aux changements climatiques. Nous voulons, à ce niveau, saluer les annonces faites par l'Allemagne, le Canada, la Corée, le Danemark, les Etats Unis d'Amérique, la France, le Japon, le Mexique et la Suisse et invitons les autres à se joindre à eux.

Mesdames et Messieurs, Distingués délégués, Distingués invités,

Nous devons donc nous ressaisir : (i) en développant et mettant en œuvre de nouvelles politiques et stratégies économiques novatrices et ardues pour lutter contre les changements climatiques ; (ii) en procédant à des changements très importants dans les investissements et les systèmes de production d'énergie (l'approvisionnement en énergie à faible émission de carbone, hydro, solaire, éolienne et géothermique) et dans l'usage des terres ; et enfin (iii) en mutualisant nos efforts, nos actions contre ces périls du plus grand défi de notre temps qui nous menacent et menacent aussi les générations futures.

Mesdames et Messieurs, Distingués délégués, Distingués invités,

A ce stade de mon propos, je réitère à toutes les parties, l'appel du Gouvernement du Niger à considérer, avec l'urgence, la détermination et l'ambition que cela requiert, la présente rencontre de Lima, comme l'unique occasion de se diriger vers la conférence de Paris en 2015 avec les conditions nécessaires et suffisantes pouvant garantir la signature concrète d'un accord sur le climat concret, contraignant, juste et ambitieux. L'histoire de ces deux villes nous impose d'ailleurs de ne pas faire autrement.

Enfin, convaincu que la hausse du réchauffement de 2°C influera négativement notre sécurité et notre survie, le Gouvernement et le

Peuple nigérien par ma voie, demandent à toutes les parties, solidairement avec les autres pays africains, les petits états insulaires et les pays frères les moins avancés, un dépassement de soi pour une entente sur un objectif global de limiter le réchauffement climatique en dessous de 1,5 °C pour préserver la santé humaine et celle des écosystèmes.

Je remercie sincèrement l'Administration des Nations Unies ainsi que le Gouvernement du Pérou, pour la parfaite organisation de la rencontre et le chaleureux accueil dont ma délégation et moi-même avons été l'objet.

Enfin, je voudrais pour terminer dire ici, que je n'oublierais pas le Centre historique de Lima, la « Ciudad de los Reyes » (Ville des Rois) – tant j'ai été ébahi par son rôle de tout premier plan dans l'histoire du Nouveau Monde, de sa création en 1535 et épaté par son architecture et ses monuments et la chaleur avec laquelle sa population se mêle et s'entremêle sans complexe avec nous autres étrangers.

Je vous remercie de votre aimable attention.